

La Faculté de droit et des sciences politiques de l'Université Saint-Joseph
et le Centre d'études des droits du monde arabe (CEDROMA)

vous prient d'assister au colloque sur

« LA COUR PENALE INTERNATIONALE ET LES PAYS ARABES »

Sous le patronage du Ministre de la Justice du Liban
S.E. M. Achraf Rifi

Jeudi 26 et vendredi 27 novembre 2015

Amphithéâtre Gulbenkian
Campus des sciences sociales, Université Saint-Joseph
Rue Huvelin, Achrafieh

JEUDI 26 NOVEMBRE 2015

15h00-15h30 Séance d'ouverture

Marie-Claude NAJM, Professeur à la Faculté de droit et des sciences politiques de l'Université Saint-Joseph, Directeur du CEDROMA

Léna GANNAGE, Doyen de la Faculté de droit et des sciences politiques de l'Université Saint-Joseph

Pr. **Salim DACCACHE s.j.**, Recteur de l'Université Saint-Joseph

S.E. M. **Achraf RIFI**, Ministre de la Justice du Liban

15h30-16h30 Séance introductive

Président de séance : Ibrahim NAJJAR, Professeur à la Faculté de droit et des sciences politiques de l'Université Saint-Joseph, ancien ministre de la Justice

Le statut de la CPI, ambitions et limites

Aïda AZAR, Professeur à la Faculté de droit et des sciences politiques de l'Université Saint-Joseph, vice-doyen de la Faculté

La CPI en 2015, un moment de rupture ?

Julian FERNANDEZ, Professeur à l'Université Panthéon-Assas (Paris II), Directeur du Centre Thucydide- Analyse et recherche en relations internationales

Débats

16h30 - 17h00 Pause-café

17h00 - 18h30 Première séance : Etat des lieux et perspectives

Président de séance : Awn AL-KHASAWNEH, ancien premier ministre du Royaume hachémite de Jordanie, ancien vice-président de la Cour internationale de justice

Les recours pendants : les situations de la Libye et du Darfour

Jean-Yves DE CARA, Professeur à l'Université Paris-Descartes (Paris V), ancien directeur exécutif de l'Université Paris-Sorbonne Abu Dhabi, ancien juge *ad hoc* à la Cour internationale de justice

Les recours imminents : la situation de la Palestine

Alia AOUN, Avocate au Barreau de Paris, ancien chef adjointe au Bureau de la Défense auprès du Tribunal spécial pour le Liban

Les recours éventuels : la compétence de la CPI pour juger les crimes commis en Syrie et en Irak

Boualem BOUGUETAIA, Vice-président du Tribunal international du droit de la mer, ancien député à l'Assemblée nationale populaire d'Algérie, ancien ambassadeur, chef de la délégation algérienne à la conférence internationale des plénipotentiaires pour la création de la Cour pénale internationale

Débats

VENDREDI 27 NOVEMBRE 2015

10h00 - 13h00 Deuxième séance : Les pays arabes ont-ils intérêt à adhérer à la CPI ?

Président de séance : Ralph RIACHI, Vice-président du Tribunal spécial pour le Liban, ancien juge ad litem au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, ancien président de la Chambre criminelle de la Cour de cassation libanaise, ancien membre de la Cour de justice et du Conseil supérieur de la magistrature

10h00 - 11h00 Premier panel: Les enjeux de l'adhésion

La CPI et les pays arabes : défis et opportunités

Fadi EL-ABDALLAH, Docteur en droit, porte-parole de la Cour pénale internationale et chef de l'Unité des affaires publiques

La CPI et les pays d'Afrique : une décennie de relations ambivalentes

Leila BOURGUIBA, Juriste spécialisée au Pôle « Crimes contre l'humanité, crimes et délits de guerre » du Tribunal de grande instance de Paris, ancienne juriste associée à la Section préliminaire de la Cour pénale internationale

Débats

11h00 - 11h15 Pause café

11h15 - 13h00 Deuxième panel : Regards croisés sur l'adhésion

Espoirs et craintes vis-à-vis de la CPI

Ghassan MOUKHEIBER, Député au Parlement libanais, avocat au Barreau de Beyrouth, rapporteur général de la Commission parlementaire des droits de l'homme, président de l'organisation « Arab Region Parliamentarians Against Corruption »

Les conditions préalables à l'adhésion du Liban à la CPI

Bahige TABBARAH, Avocat au Barreau de Beyrouth, ancien ministre de la Justice du Liban, ancien député au Parlement libanais

Arab perspectives on the ICC's competence

Adel MAGED, Vice-président de la Cour de Cassation égyptienne, Professeur honoraire de droit, Durham University (U.K.)

Débats

14h30 - 16h00 Troisième séance : Le devenir de la justice pénale internationale

Président de séance : Joseph MAILA, professeur de relations internationales à l'ESSEC, ancien recteur de l'Institut catholique de Paris, ancien directeur de la Prospective au ministère français des Affaires Etrangères

La problématique de la compétence universelle

Marc HENZELIN, Avocat au barreau de Genève, ancien juge à la Cour de cassation de Genève et à la Cour de justice de Genève, ancien conseiller juridique et coordinateur pour le Comité international de la Croix-Rouge

La justice pénale internationale, ou la paix par le droit ?

Pierre HAZAN, Conseiller spécial pour la justice transitionnelle au Centre pour le dialogue humanitaire (Genève), professeur associé à l'Académie du journalisme et des médias à l'université de Neuchâtel

Débats et conclusions